

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 68/00

ÉFAI ? 000172 ? EUR 46/18/00

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES DE TORTURE OU DE MAUVAIS TRAITEMENTS / ARRESTATIONS ARBITRAIRES / DÉTENTION AU SECRET

FÉDÉRATION DE RUSSIE  
(TCHÉTCHÉNIE)

Visita Vakhidovitch Arsanoukaïev, 29 ans

Vakha Alievitch Titaïev, 39 ans

Maerbek Didaïev, 42 ans

Valid Alievitch Arsamerzoïev, 40 ans

Londres, le 23 mars 2000

Selon certaines sources, les quatre civils tchétchènes dont le nom figure ci-dessus seraient détenus au secret dans des camps de ? tri ?. Amnesty International craint qu'ils ne soient victimes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

Selon les informations recueillies par Amnesty International, ces quatre hommes ont été arrêtés par les forces russes le 13 janvier au poste de contrôle du village tchétchène de Douba-Yourt. Selon Rouslan Titaïev, le frère de Vakha Alievitch Titaïev, ils ont été emmenés au camp de ? tri ? du village tchétchène de Tchernokozovo. Rouslan Titaïev, qui vit à Moscou, s'est rendu à Tchernokozovo le 28 février, après avoir obtenu des forces russes l'assurance qu'elles libèreraient les quatre hommes contre une caution d'environ 10 000 euros. Il leur aurait versé cette somme, après quoi les autorités de la prison de Tchernokozovo lui auraient indiqué que les quatre hommes avaient été transférés ailleurs. On ignore actuellement où ils se trouvent et quel est leur état de santé.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Selon les informations reçues, les forces russes ne cessent de procéder à des interpellations en Tchétchénie au niveau des postes de contrôle et dans les territoires sous leur domination, soit au cours d'opérations de nettoyage ? dans des villes qu'elles occupent depuis peu, soit au cours de contrôles d'identité concernant des convois de civils cherchant à rejoindre l'Ingouchie voisine. Les motifs de l'interpellation sont la plupart du temps l'absence d'enregistrement en bonne et due forme, la non-possession de permis de résidence ou l'appartenance présumée à des groupes armés tchétchènes. Des femmes sont également appréhendées pour leurs liens présumés avec des combattants tchétchènes. Bien que le commandement russe ait annulé les instructions du 11 janvier 2000, qui autorisaient l'arrestation de tout Tchétchène de sexe masculin âgé de dix à soixante-cinq ans et soupçonné d'être un combattant, des témoins affirment que des garçons âgés de dix ans à peine continuent d'être arrêtés au cours d'opérations de ? tri ?.

Les personnes interpellées par les forces russes sont ensuite envoyées dans divers camps de ? tri ? secrets. Selon les informations dont dispose actuellement Amnesty International, ces camps sont les suivants : le centre de détention préventive (SIZO) connu sous le nom de ? cygne blanc ? (*Beliy Lebed*), dans la ville de Piatigorsk (territoire administratif russe de Stavropol), le SIZO de la ville de Stavropol, et divers lieux de détention improvisés, notamment une école de la ville tchétchène d'Urus-Martan, un bâtiment servant à entreposer les fruits dans le village tchétchène de Tolstoï-Yourt, trois wagons garés dans le village tchétchène de Kadyr-Yourt, une usine de traitement de volailles et le sous-sol du café ? Tchekhkar ?, dans le village tchétchène de Tchiri-Yourt. L'existence d'autres camps de ? tri ? a été signalée à Tchernokozovo, dans les villes de Mozdok et de Grigorievsk (territoire de Stavropol) et dans la capitale tchétchène, Grozny.

Des sources sûres ont communiqué à Amnesty International le nom de 31 personnes actuellement détenues dans les wagons à Kadyr-Yourt et qui se trouvaient auparavant dans le camp de ? tri ? de Tchernokozovo, ainsi que les noms de 30 autres hommes et femmes qui auraient été transférés de Tchernokozovo aux wagons, puis à l'hôpital du SIZO de Piatigorsk. Un des membres de ce deuxième groupe de personnes, Movladi Idrisov, serait décédé après avoir rejoint cet hôpital.

Amnesty International craint que les personnes détenues arbitrairement dans ces camps, privées de tout contact avec le monde extérieur, notamment avec leurs proches et des avocats, ne soient tout particulièrement exposées à la torture et à d'autres formes

de mauvais traitements. Des personnes anciennement détenues dans le camp de Tchernokozovo ont affirmé y avoir subi des sévices ; leurs témoignages ont récemment été rendus publics. D'après les informations recueillies par Amnesty International au sujet des formes de torture pratiquées dans les camps de ? tri ?, des détenus ont été violés (des hommes comme des femmes), soumis à des décharges électriques, battus au moyen de marteaux et de bâtons, agressés à l'aide de gaz lacrymogènes ou frappés jusqu'à ce que leurs tympans se déchirent ; un certain nombre ont eu les dents sciées.

**ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax (en russe ou dans votre propre langue) :**

? exhortez le gouvernement russe à révéler immédiatement l'endroit où se trouvent Visita Vakhidovitch Arsanoukaïev, Vakha Alievitch Titaïev, Maerbek Didaïev et Valid Alievitch Arsamerzoïev, et quel est leur état de santé, ainsi qu'à indiquer sur quels fondements juridiques reposent leur arrestation et leur détention ;

? demandez instamment aux autorités de leur permettre immédiatement d'entrer en contact avec leurs proches, de consulter des avocats de leur choix et de recevoir des soins médicaux ;

? engagez les autorités à les libérer, à moins qu'il ne soient inculpés d'infractions prévues par la loi ;

? demandez que soit ouverte une enquête sur les informations faisant état de leur détention au secret et que les responsables soient déférés à la justice ;

? appelez le gouvernement russe à rendre immédiatement publics l'identité, le lieu de détention, l'état de santé actuel et les charges retenues contre toutes les personnes détenues dans les camps de ? tri ?. Merci de reprendre dans vos lettres tous les camps de ? tri ? évoqués ci-dessus.

**APPELS À :**

**Président par intérim de la Fédération de Russie,**

**Vladimir Poutine :**

g. Moskva, Kreml

I.o. Prezidenta Rossiyskoy Federatsii

Fédération de Russie

**Fax :** 7 095 206 6277

**Télégrammes :** Putinu V., Kreml, Moskva, Russie

**Formule d'appel :** *Dear Acting President, / Monsieur le* Président de la République,

**Directeur général du Service fédéral de sécurité (FSB),**

**Nicolai Patrouchev :**

101000 g. Moskva

Bolshaya Lubyanka 1/3

Federalnaya Sluzhba bezopasnosti Rossiyskoy Federatsii

Fédération de Russie

**Fax :** 7 095 975 270

**Télégrammes :** Generalnomu direktoru FSB, Patrushevu N., Moskva, Russie

**Formule d'appel :** *Dear Director General, / Monsieur le* Directeur général,

**Procureur général par intérim de la Fédération de Russie,**

**Vladimir Oustinov :**

103793 g. Moskva K-31, Ul. B. Dimitrovka, d15a,

Generalnaya Prokuratura Rossiyskoy Federatsii

Fédération de Russie

**Fax :** 7 095 292 88 48

**Télégrammes :** I.o. Generalnogo prokurora, Ustinovu V., Moskva, Russie

**Formule d'appel :** *Dear Acting Procurator General, /* Monsieur le Procureur général,

**COPIES À :**

**Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de**

**Russie, Igor Ivanov :**

g. Moskva 121200

Smolenskaya-Sennaya pl., 32/34

Ministerstvo inostrannykh del RF

Ministru Ivanovu I.

Fédération de Russie

**Fax :** 7 095 230 21 30

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Fédération de Russie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.**

**APRÈS LE 4 MAI 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*a version originale a été publiée par Amnesty International,*

---

*Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW,  
Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.*

*La version française a été traduite et diffusée par les Éditions  
Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*